

L'Europe attend Obama pour remettre de l'ordre sur la planète financière

BRUXELLES (AFP) - L'Europe a pris la tête des efforts mondiaux pour réguler la planète financière, devenue folle en 2008, en profitant de la responsabilité des Etats-Unis dans le cataclysme et d'une administration Bush en bout de course, mais attend à présent Barack Obama pour concrétiser.



Le président élu américain Barack Obama, le 19 décembre 2008 à Chicago (© AFP/Archives - Nicholas Kamm)

"Pour la première fois dans l'histoire financière, ce sont des plans élaborés dans l'Union européenne qui ont inspiré des mesures prises dans d'autres pays y compris aux Etats-Unis", claiornnait récemment le chef de l'Etat français Nicolas Sarkozy.

Sa gestion de la crise financière en Europe, venant après les efforts pour faire cesser le conflit militaire russo-géorgien en août, lui ont assuré une présidence de l'Union européenne réussie.

Mais le démarrage fut poussif. Pendant neuf mois, les gouvernements européens ont d'abord largement considéré que la crise financière, née aux Etats-Unis dans le secteur des prêts immobiliers, était une affaire américaine.

Lorsque l'ouragan a gagné les banques du Vieux continent en septembre après la faillite de Lehmann Brothers, c'est en ordre dispersé que les pays ont d'abord réagi, sans se préoccuper des conséquences de leurs plans d'aides nationaux aux banques chez le voisin.

La gravité de la situation a finalement imposé une solution coordonnée: 2.000 milliards d'euros environ mobilisés pour sauver le système.

"Il ne faut pas faire preuve de triomphalisme, les Européens ont eu du mal à adopter une position commune", souligne Jean Pisani-Ferry, le directeur du Centre Bruegel, un centre de réflexion bruxellois sur les questions économiques.

Mais au final, "les Européens ont fait montre de leadership et d'unité dans des conditions qui leur étaient favorables avec une administration américaine en fin de mandat", ajoute-t-il, "ils ont indéniablement marqué des points sur l'agenda de la régulation financière mondiale".

Cette situation leur a permis de pousser un président George W. Bush, très rétif au départ, à tenir en novembre un sommet des grands pays du G20 à Washington pour commencer à discipliner un système financier mis sens dessus dessous par des années de spéculation débridée.

Certes, peu de résultats concrets en sont sortis, et l'ambition française d'un nouveau "Bretton Woods", du nom des accords signés en 1944 pour remodeler complètement le système monétaire et financier mondial, a été abandonnée.

Il reste que les grandes puissances entendent à présent travailler à une réforme pour les premiers mois de 2009, dans un contexte nouveau aux Etats-Unis: le démocrate Barack Obama, beaucoup plus enclin à réguler les marchés financiers que l'actuel locataire républicain de la Maison Blanche, aura alors pris ses fonctions.

De surcroît, le glissement de la crise financière vers une crise économique généralisée ajoute dans l'esprit des Européens à l'urgence de travailler de concert de part et d'autre de l'Atlantique, et sur les deux fronts à la fois: les plans de relance et la discipline des marchés.

Le prochain grand rendez-vous sur la réforme financière mondiale est fixé au 2 avril, avec un nouveau sommet du G20 à Londres cette fois, siège de la plus grande place financière d'Europe, la City.

La très libérale Grande-Bretagne, qui aujourd'hui prône davantage de régulation après s'y être opposée des années durant, aura-t-elle encore les mêmes intentions réformatrices au printemps 2009?

Jacques Attali, ancien proche conseiller du président socialiste français François Mitterrand en doute: "Organiser un sommet sur la réforme financière à Londres c'est comme de tenir une réunion de l'association des alcooliques anonymes chez un sommelier", ironisait-il récemment à la télévision française.